

POUR LE RETRAIT DE POWER 8 !
NON AU « DIALOGUE SOCIAL » ET AU « DIAGNOSTIC PARTAGÉ » !
GRÈVE GÉNÉRALE À AIRBUS ET EADS !

Depuis des décennies, la bourgeoisie, relayée par l'Union Européenne et les gouvernements successifs, mène une grande offensive contre les travailleurs : destruction des acquis sociaux, privatisations, licenciements, précarisation du travail et des conditions de vie, démantèlement de pans entiers de l'industrie et des services publics... La classe ouvrière, tous secteurs confondus, est entrée en résistance depuis 1995 et manifeste de plus en plus sa contestation généralisée des effets du capitalisme.

La crise que traverse Airbus-EADS fait partie d'une longue série de plans de suppressions d'emplois et de restructurations (Alcatel Lucent, Michelin, Renault, PSA....), mais aussi de luttes.

En décidant une telle hécatombe humaine, les gouvernements ont envoyé un message fort au capitalisme.

Le plan Power 8 concocté par l'éphémère Streiff, dévoilé le 28 février, entre dans cette stratégie. Dès lors, que le gouvernement Jospin-Gayssot avait privatisé Aérospatiale, transformant Airbus en société privée EADS, il permettait aux investisseurs privés (Lagardère, Demler, Casa...) de détenir la part du lion, laissant les États nationaux (France et Allemagne) volontairement minoritaires. Tout était en place pour aller plus loin afin de faire baisser encore le coût du travail, surexploiter les travailleurs.

Ce plan, aujourd'hui piloté par L. Gallois, le fossoyeur de la SNCF, prévoit donc la suppression de 10 000 emplois (4 300 en France dont 1 100 à Toulouse) 3 700 en Allemagne, 1 600 en Grande-Bretagne, 400 en Espagne et 3 abandons (Saint-Nazaire) ou cessions (Méaulte) et une réorganisation industrielle européenne à court terme qui verrait sans aucun doute une nouvelle hémorragie d'emplois.

Alors que le chiffre d'affaires 2006 atteint 39,04 milliards d'euros, soit plus 15 % par rapport à 2005, alors que le carnet de commandes est plein, cette annonce a été le détonateur qui a fait passer l'inquiétude du mois de septembre (Streiff) à la colère et aujourd'hui à la lutte.

Sitôt officialisé, le plan a jeté dans la lutte le 6 mars la quasi-totalité des travailleurs des diverses unités tant françaises qu'européennes, prêts à en découdre avec leur exploiteur.

IMPOSER LE RETRAIT DU PLAN POWER 8 PAR LA GRÈVE GÉNÉRALE

Face à cette mobilisation, à cette combativité, gouvernement, patronat et présidentiabiles sont montés aux créneaux :

- Gallois pour dire que « *les grèves pénaliseraient Airbus et la relation avec les clients* » et que, « *pour restaurer la confiance des actionnaires, il faut augmenter la productivité* » ;
- Villepin pour prôner le dialogue avec les « partenaires sociaux », tout en confirmant que « *le plan était nécessaire et indispensable* » ;
- Ségolène Royal pour faire croire qu'elle reviendrait une fois élue sur Power 8 et que, pour sauver Airbus, il faudrait faire entrer les régions dans le capital d'Airbus à hauteur de 150 à 200 millions d'euros. Belle façon de démobiliser les travailleurs et de pérenniser le capital !
- M.-G. Buffet pour demander un moratoire sur les plans de suppressions d'emplois, d'abandons de sites ou de cessions, mais sans bien sûr le moindre appel à la grève générale malgré l'importance des enjeux ;
- Sarkozy pour dire qu'il faut encore aller plus loin dans la libéralisation.

Tous s'entendent pour laisser seuls les travailleurs face à un capitalisme des plus arrogants.

Quant aux directions syndicales, nous assistons à une resucée des politiques suivies dans les années 2003-2006 : une fois de plus, elles se sont acharnées à détourner la résistance de son objectif majeur, **la suppression des emplois et la fermeture des sites**,

- en faisant du plan Power une querelle nationaliste sur le partage équitable du prix à payer au capitalisme ;
- en revendiquant une nouvelle recapitalisation, « *seule voie efficace et durable* » selon la CGT.

L'intersyndicale est même allée jusqu'à dire aux travailleurs « *qu'elle était rassurée après [sa] rencontre avec les présidentiables et qu'elle avait le soutien ferme de Buffet et Royal* ».

Une fois de plus, les directions syndicales, et plus particulièrement celle de la CGT, engagées dans une voie réformiste d'accompagnement et de « syndicalisme rassemblé », s'en sont tenues à la démonstration de force du 6 mars. Il a fallu attendre le 16 mars pour que les travailleurs d'Airbus soient appelés à une nouvelle journée d'action, cette fois européenne, certes nécessaire, mais qui n'est qu'une fuite en avant. Cette pseudo-mobilisation est déconcertante, décourageante et, ce baroud d'honneur accompli, les directions pourront reprendre la voie du dialogue entre « acteurs responsables », pour restructurer» en masquant que les intérêts des actionnaires d'Airbus et des travailleurs sont antagonistes.

Laisseront-elles la jeunesse, les travailleurs seuls face à leurs exploiters, n'ayant de choix qu'entre esclavage ou chômage ? À qui fera-t-on croire que ces ripostes sont à la hauteur des enjeux et qu'elles feront plier gouvernements et patronat ?

Cette stratégie de journées d'action sans lendemain et sans perspective est vouée à l'échec : l'expérience syndicale du mouvement ouvrier l'a démontré. Sans perspective d'extension de leur lutte, les travailleurs d'Airbus sont contraints à ne compter que sur eux-mêmes face à un ennemi qui, lui, est prêt à aller jusqu'au bout de sa politique : exploiter, surexploiter.

Ne pas répondre aux aspirations des travailleurs, de la jeunesse, à leur volonté de résistance et de luttes, c'est laisser le champ libre à ces gouvernements anti-sociaux, à ces actionnaires repus, croulant sous les dividendes. **C'est pourquoi il faut mobiliser, appeler à la grève totale des travailleurs d'Airbus et ce, jusqu'à l'annulation des licenciements, des suppressions d'emplois et des fermetures de site.** C'est du domaine du possible pour peu que les centrales en aient le courage politique. Ne pas le faire, c'est conduire les travailleurs dans une impasse, c'est porter une lourde responsabilité dans un échec ainsi programmé.

LA NATIONALISATION D'AIRBUS S'IMPOSE : SANS INDEMNITÉS, NI RACHAT

Les luttes contre les licenciements, contre les privatisations, pour les salaires entrent en conflit avec la bourgeoisie et son État. Elles posent la question du pouvoir économique et politique donc du contrôle et du pouvoir des travailleurs. Toute autre position n'est qu'illusoire. Pour cela, il faut construire le rapport de force qui sera en capacité d'exproprier le capitalisme industriel aéronautique sans indemnités ni rachat.